

International Accreditation Forum, Inc.



Document d'exigences IAF

DÉTERMINATION DU TEMPS D'AUDIT DES SYSTÈMES DE MANAGEMENT DE LA QUALITE, DES SYSTÈMES DE MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL ET DES SYSTEMES DE MANAGEMENT DE LA SANTE ET DE LA SECURITE AU TRAVAIL

Version 4 (3)

(IAF MD 5: 2023)

L'International Accreditation Forum, Inc. (IAF) favorise les échanges commerciaux et soutient l'industrie et les autorités réglementaires par la mise en œuvre d'un accord international de reconnaissance mutuelle entre les organismes d'accréditation (OA), de sorte que les résultats émis par les organismes d'évaluation de la conformité (OEC) par les membres d'IAF puissent être reconnus à l'échelle mondiale.

L'accréditation réduit le risque commercial et celui de ses clients en leur garantissant que les OEC accrédités sont compétents pour réaliser les prestations qu'ils effectuent dans le cadre de leur portée d'accréditation. Les OA membres de l'IAF et leurs OEC accrédités doivent satisfaire aux exigences des normes internationales applicables et des guides IAF pour l'application cohérente de ces normes.

Les organismes d'accréditation signataires de l'Accord Multilatéral de Reconnaissance Mutuelle (MLA) de l'IAF sont évalués régulièrement par des entre pairs pour donner confiance dans la mise en œuvre de leurs schémas d'accréditation. La structure et la portée du MLA d'IAF sont détaillées dans le document « IAF PL3 – Politiques et Procédures relatives à la structure de l'axe d'action de l'IAF MLA et à l'extension de son champ d'application. Le champ d'application de l'IAF MLA est détaillé dans le document sur le statut de l'IAF MLA.

Le MLA d'IAF est hiérarchisé en cinq niveaux : le niveau 1 spécifie les critères obligatoires applicables à tous les organismes d'accréditation, ISO/IEC 17011. La combinaison des activités du niveau 2 et des documents normatifs correspondants de niveau 3 est appelée le principal domaine d'application du MLA, et la combinaison du niveau 4 (si applicable) avec le niveau 5 (documents normatifs applicables) est appelée un sous-domaine du MLA.

- Le domaine principal du MLA inclut des activités telles que la certification des produits et les documents d'exigences associés, comme l'ISO/IEC 17065. Les attestations émises par les OEC à ce niveau sont reconnues comme étant tout aussi fiables.
- Le sous-domaine de MLA inclut des critères d'évaluation de la conformité tels que l'ISO 9001 et les schémas d'exigences spécifiques applicables, comme par exemple l'ISO 22003-1. Les attestations émises par les OEC à ce niveau sont considérées équivalentes.

Le MLA d'IAF donne la confiance dont le marché a besoin pour accepter les résultats des évaluations de conformité. Un certificat délivré, dans le domaine du MLA par un organisme accrédité par un organisme d'accréditation signataire du MLA peut être reconnu dans le monde entier, facilitant ainsi le commerce international.

Sommaire

| | | |
|-----------|---|-----------|
| 0 | INTRODUCTION | 5 |
| 1 | DEFINITIONS | 6 |
| 2 | APPLICATION | 8 |
| 3 | METHODE POUR DETERMINER LE TEMPS D'AUDIT DE SYSTEMES DE MANAGEMENT | 11 |
| 4 | AUDITS INITIAUX DE CERTIFICATION DES SYSTEMES DE MANAGEMENT (ETAPE 1 + ETAPE 2) | 13 |
| 5 | SURVEILLANCE | 13 |
| 6 | RENOUVELLEMENT DE LA CERTIFICATION | 14 |
| 7 | SECOND CYCLE DE SURVEILLANCE ET CYCLES SUIVANTS | 14 |
| 8 | FACTEURS D'AJUSTEMENT DU TEMPS D'AUDIT DE SYSTEMES DE MANAGEMENT (SMQ, SME et SMSST) | 14 |
| 9 | SITES TEMPORAIRES | 16 |
| 10 | TEMPS D'AUDIT D'UN SYSTEME DE MANAGEMENT MULTI-SITES | 17 |
| 11 | CONTRÔLE DES FONCTIONS OU PROCESSUS EFFECTUÉS EN EXTERNE (SOUS-TRAITÉS) | 18 |
| | Annexe A – Systèmes de Management de la Qualité | 20 |
| | Annexe B – Systèmes de Management Environnemental | 23 |
| | Annexe C - Systèmes de Management de la Santé et de la Sécurité au Travail | 27 |

Version N°4

Préparé par : IAF Technical Committee

Approuvé par : IAF Members

Date d'édition : 14 juin 2023

Pour tout renseignement, contacter : Eva NILSEN, Secrétaire IAF

Contact: Phone: +1613 454 8159

Email: secretary@iaf.nu

Date : 17 décembre 2018

Date d'application : 07 mai 2020

Introduction au guide IAF

Le terme « devrait » est employé dans ce document pour indiquer les moyens reconnus pour remplir les exigences de la norme d'accréditation. Un organisme d'évaluation de la conformité (OEC) peut satisfaire à ces exigences d'une manière équivalente à condition qu'il puisse le démontrer à un organisme d'accréditation. Le terme « doit » est utilisé dans ce document pour indiquer les dispositions qui, reflétant les exigences des normes applicables, sont obligatoires.

DÉTERMINATION DU TEMPS D'AUDIT DES SYSTÈMES DE MANAGEMENT DE LA QUALITE ET ENVIRONNEMENTAL

Ce document est obligatoire pour l'application cohérente des clauses pertinentes de la norme ISO/IEC 17021-1 portant sur les audits des systèmes de management de la qualité, environnemental et des systèmes de management de la santé et de la sécurité au travail. Toutes les clauses de la norme ISO/IEC 17021-1 continuent de s'appliquer, ce document ne se substitue à aucune exigence de cette norme. Bien que le nombre d'employés (permanent, temporaire ou à temps partiel) du client soit le point de départ pour déterminer le temps d'audit des systèmes de management, il ne s'agit pas du seul critère pris en considération. D'autres facteurs susceptibles d'impacter le temps d'audit, y compris ceux répertoriés dans la norme ISO/IEC 17021-1, doivent être pris en compte.

0 INTRODUCTION

0.1 La détermination correcte du temps d'audit initial (Étape 1 + Étape 2) fait partie intégrante de la revue de la demande de tout organisme client.

0.2 Ce document donne des lignes directives et des recommandations et définit les dispositions obligatoires auxquelles doivent se conformer les OEC pour développer leurs propres processus permettant de déterminer le temps nécessaire à l'audit d'organisations de taille et de niveaux de complexité différents sur un large éventail de secteurs d'activité. L'intention est d'apporter une cohérence dans la détermination des temps d'audit entre les organismes de certification ainsi qu'entre les clients d'un même organisme certificateur.

0.3 Les organismes de certification doivent identifier les temps d'audit des étapes 1 et 2 des audits initiaux, de surveillance et de renouvellement de certification pour chaque client ou certifié.

0.4 Ce document d'exigences donne un cadre général qui doit être utilisé dans les processus de l'OEC pour déterminer le temps approprié d'audit des systèmes de management, en tenant compte des spécificités du client qui doit être audité.

0.5 Bien que le présent document concerne la certification des systèmes de management de la qualité, des systèmes de management environnemental et des systèmes de management de la santé et de la sécurité au travail (SMQ/SME/SMSST), un certain nombre de ses éléments peuvent s'appliquer aux autres programmes de certification basés sur la norme 17021-1. C'est le cas des éléments portant sur le temps d'audit et les journées d'audit, ainsi que sur le nombre réel d'employés.

0.6 Nonobstant les lignes directives fournies dans ce document, le temps d'audit du système de management d'un client donné devrait être suffisant pour inclure la planification et à la réalisation d'un audit complet et efficace de son système de management

1 DEFINITIONS

Aux fins du présent document, les définitions suivantes s'appliquent :

1.1 Programme de certification des systèmes de management

Système d'évaluation de la conformité appliqué à des systèmes de management auxquels s'appliquent les mêmes exigences spécifiées, ainsi que des règles et processus spécifiques.

1.2 Client

Entité ou partie définie d'une entité mettant en œuvre un système de management.

1.3 Site permanent

Site (physique ou virtuel) où un client (1.2) travaille ou propose un service de manière constante.

1.4 Site virtuel

Site virtuel où un client travaille ou propose un service au moyen d'un environnement en ligne, permettant ainsi à des personnes d'exécuter des processus depuis n'importe quel emplacement physique.

Note 1 : on ne peut pas parler d'emplacement virtuel lorsque les processus doivent être exécutés dans un environnement physique, par ex. : entreposage, fabrication, essais physiques en laboratoire, installation ou réparation de produits physiques.

Note 2 : un site virtuel (par ex. : réseau intranet d'entreprise) est considéré comme un site à part entière pour le calcul du temps d'audit.

1.5 Site temporaire

Site (physique ou virtuel) où un client (1.2) travaille ou propose un service sur une période déterminée et qui n'est pas destiné à devenir un site permanent (1.3).

1.6 Temps d'audit

Temps nécessaire à la planification et à la réalisation d'un audit complet et efficace du système de management de l'organisation du client (ISO IEC 17021-1).

1.7 Durée des audits de certification d'un système de management

Partie du temps d'audit (1.6) consacrée à la réalisation d'activités d'audit, de la réunion d'ouverture à la réunion de clôture incluse.

Note : Les activités d'audit incluent normalement :

- *La conduite de la réunion d'ouverture*
- *La réalisation d'une revue documentaire pendant la conduite de l'audit*
- *La communication pendant l'audit*
- *L'attribution des rôles et des responsabilités de guides et d'observateurs*
- *La collecte et la vérification des informations*
- *La génération des constats d'audit*
- *La préparation des conclusions d'audit*
- *La conduite de la réunion de clôture*

1.8 Journée d'audit

La durée d'une journée d'audit est normalement de 8 heures. Elle peut ou non inclure le temps de pause déjeuner, selon la législation locale.

1.9 Nombre réel d'employés

Le nombre réel d'employés comprend tous les employés (permanent, temporary, and part-time) dont les activités entrent dans le domaine de la certification, y compris ceux effectuant un travail « posté ». Il doit également inclure les employés intérimaires lorsqu'ils sont impliqués dans les activités de la portée de la certification.

Pour les SMSST, il doit également inclure le personnel des sous-traitants et sous-traitants de second rang effectuant des travaux ou des activités liées au travail qui sont sous le contrôle ou l'influence de l'organisme, qui peuvent avoir un impact sur les performances du SMSST de l'organisme.

Se reporter au chapitre 2.3 concernant le calcul du nombre réel d'employés.

1.10 Niveaux de risques (SMQ seulement)

Pour les systèmes de management de la qualité, les dispositions du présent document s'appuient sur trois niveaux, en fonction des risques encourus en cas de non-conformité du produit ou du service du client. Ces niveaux sont les suivants : risque élevé, risque moyen, risque faible. Les activités à haut risque (nucléaire, médical, pharmaceutique, alimentaire, construction) nécessitent généralement un temps d'audit plus long. Les activités à risque moyen (fabrication simple), un temps d'audit moyen pour réaliser un audit efficace, et les activités à risque faible, un temps d'audit plus court. (Voir Annexe A, Tableau SMQ 2)

1.11 Niveaux de complexité (SME seulement)

Pour les systèmes de management environnemental, les dispositions définies dans ce document sont basées sur 5 niveaux de complexité basés sur la nature, le nombre et la gravité des aspects environnementaux qui ont une influence sur le temps d'audit (Voir Annexe B, Tableau SME 2).

1.12 Niveaux de complexité (SMSST uniquement)

Pour les SMSST, les dispositions spécifiées dans ce document sont basées sur trois niveaux de complexité principaux basés sur la nature, le nombre et la gravité des risques SST d'un organisme qui affectent fondamentalement la durée de l'audit (voir Annexe C, Tableau SMSST 2).

2 APPLICATION

2.1 Temps d'audit

2.1.1 Le temps d'audit pour tout type d'audit inclut le temps **total** passé **sur site** (physique ou virtuel) du client (1.7) et le temps **hors site** pour la planification, la revue documentaire, les échanges avec le client et la rédaction du rapport.

2.1.2 La durée d'audit de certification d'un système de management (1.7) ne devrait pas être réduite à moins de 80% du temps d'audit calculé selon la méthodologie du chapitre 3. Ceci s'applique aux audits initiaux, de surveillance et de renouvellement de certification.

2.1.3 Les temps de trajets (pour se rendre sur les sites ou entre les sites) et les pauses, de quelque nature que ce soit, ne sont pas inclus dans la durée des audits de certification des systèmes de management sur site.

Note : voir 1.8. Selon la législation locale, il est possible que les pauses déjeuner soient incluses.

2.2 Journée(s) d'audit

2.2.1 Les tableaux SMQ 1, SME 1 and SMSST 1 présentent les temps **moyens** des audits de certification des systèmes de management calculés en journées d'audit. Des ajustements du nombre de journées d'audit peuvent être nécessaires au niveau national pour être en conformité avec la législation du travail, sur les temps de trajet, de repas, de travail, pour arriver au même nombre de journées d'audit que les tableaux SMQ 1, SME 1 and SMSST 1..

2.2.2 Lors des phases de planification, il est interdit de réduire le nombre de journées d'audit prévues en prévoyant des journées de travail plus longues. Il est néanmoins envisageable de prévoir des heures supplémentaires pour permettre un audit convenable des activités « postées ».

2.2.3 Si, après calculs, le résultat obtenu est un nombre décimal, le nombre de jours devrait être arrondi à la demi-journée la plus proche (par ex. : 5,3 jours d'audit devient 5,5 jours d'audit, et 5,2 jours d'audit devient 5 jours d'audit).

2.2.4 Pour garantir l'efficacité de l'audit, l'OEC devrait également tenir compte de la composition et de la taille de l'équipe d'audit (par ex. : une demi-journée d'audit avec deux auditeurs ne sera peut-être pas aussi efficace qu'une journée d'audit avec un auditeur, ou une journée d'audit avec un responsable d'audit et un expert technique sera peut-être plus efficace qu'une journée d'audit sans expert technique).

Note 1 : les organismes d'accréditation peuvent demander à un OEC de démontrer que le temps d'audit moyen de clients spécifiques n'est ni considérablement supérieure ou inférieure au temps calculé à partir des tableaux SMQ 1, SME 1 and SMSST 1.

Note 2 : les temps d'audit moyens des OEC spécialisés dans les secteurs complexes ou à haut risque sont susceptibles d'être plus élevés que ceux présentés dans les tableaux, et inversement pour les OEC spécialisés dans les secteurs à risque faible, qui sont susceptibles d'être plus faibles que ceux présentés dans les tableaux.

2.3 Calcul du nombre réel d'employés

2.3.1 Le nombre réel d'employés, tel que défini ci-dessus, est utilisé comme base pour le calcul du temps d'audit des systèmes de management. Les critères à prendre en considération pour déterminer le nombre réel d'employés incluent notamment le nombre d'employés à temps partiel et le nombre d'employés dont les activités entrent partiellement dans le domaine de la certification, le nombre d'employés travaillant en horaires d'équipe (ou « postés »), le nombre d'employés administratifs, toutes catégories confondues, le nombre d'employés non qualifiés (parfois important dans certains pays) et réalisant des tâches similaires ou répétitives (voir 2.3.4).

En cas d'opérations saisonnières (par exemple, activités de récolte, villages de vacances et hôtels, etc.), le calcul du nombre réel d'employés est basé sur le personnel généralement présent dans les opérations de haute saison.

Les réductions dues à l'emploi d'un grand nombre de personnel non qualifié ne doivent pas être effectuées sans tenir compte du risque SST associé (voir 2.3.6).

2.3.2 Les éléments permettant de justifier le nombre réel d'employés doivent être tenus à la disposition du client et de l'organisme d'accréditation de sorte à ce qu'ils puissent s'y référer lors des évaluations et sur demande.

2.3.3 Nombre d'employés à temps partiel et nombre d'employés dont les activités entrent partiellement dans le domaine de la certification

Selon le nombre d'heures travaillées, le nombre d'employés à temps partiel et le nombre d'employés dont les activités entrent partiellement dans le domaine de la certification, peut être réduit ou augmenté et converti en « équivalents temps plein » (par ex. : 30 employés à temps partiel travaillant 4 heures/jours équivaut à 15 employés à temps plein).

2.3.4 Processus répétitifs ou similaires

Pour SMQ et SME, lorsqu'un pourcentage élevé du personnel effectue des tâches ou occupe des postes considérés comme répétitifs (par ex. : nettoyage, sécurité, transport, ventes, centres d'appels, etc.), il est possible d'appliquer une réduction seulement au cas par cas, dans le cadre de la portée de certification et de façon raisonnée. Les méthodes de réduction à appliquer devront être documentées et inclure la prise en compte des risques liés aux tâches/postes concerné(e)s.

Pour les SMSST :

- a) Lorsqu'un pourcentage élevé du personnel exerce certaines activités ou postes considérés comme similaires ou identiques car ils exposent le personnel à des risques similaires en matière de SST (par exemple, nettoyeurs, sécurité, ventes, centres d'appels, etc.), une réduction du nombre de personnel qui est cohérente et appliquée de manière cohérente d'entreprise à entreprise dans le cadre de la certification est autorisée. Les méthodes incorporées pour la réduction doivent être documentées pour inclure toute considération du risque des activités / postes.
- b) Pour les groupes de travailleurs effectuant des tâches répétitives qui peuvent réduire l'attention et augmenter le niveau de risque associé pour la SST (par exemple montage, assemblage, emballage, tri, etc.), les méthodes intégrées pour les réductions possibles doivent être documentées pour inclure l'évaluation des le risque pour la santé et la sécurité de toute activité / position des travailleurs.

2.3.5 Employés « postés »

L'OEC doit déterminer la durée et les créneaux horaires de l'audit de sorte à pouvoir évaluer au mieux l'efficacité du système de management mis en place pour l'ensemble des activités du client. Il peut donc juger nécessaire de procéder à l'audit en dehors des horaires de travail normaux ou selon les horaires de certaines équipes. Cela doit faire l'objet d'un accord avec le client.

L'OEC doit veiller à ce que toute variation de la durée de l'audit ne compromette pas l'efficacité des audits (voir également la clause 3.7)

2.3.6 Employés intérimaires non qualifiés

Ce concept ne s'applique généralement qu'aux organisations à faible niveau technologique où des intérimaires non qualifiés peuvent être embauchés en très grand nombre pour remplacer les processus automatisés.

Pour SMQ et SME, il est alors possible, dans pareils cas, de réduire le nombre réel d'employés. Toutefois, on prendra davantage en considération les processus que le nombre d'employés. Ce type de réduction est rare et les justificatifs y afférents doivent être conservés et tenus à la disposition de l'organisme d'accréditation.

Pour les SMSST, cette réduction doit en principe être considérée comme non applicable car l'emploi de personnel temporaire non qualifié peut être une source de risques pour la santé et la sécurité au travail. Si, dans des cas exceptionnels, une réduction est opérée, la justification de cette réduction doit être enregistrée et mise à la disposition de l'OA.

3 METHODE POUR DETERMINER LE TEMPS D'AUDIT DE SYSTEMES DE MANAGEMENT

3.1 La méthode utilisée comme base pour le calcul du temps d'audit de systèmes de management pour un audit initial (étape 1 + étape 2) nécessite d'interpréter les tableaux et les figures de l'annexe A pour les audits SMQ, de l'Annexe B pour les audits SME et de l'annexe C pour les audits SMSST, respectivement. L'annexe A (SMQ) est établie sur le nombre d'employés (voir la clause 2.3 sur le calcul du nombre réel d'employés) et sur le niveau de risque, mais ne prévoit pas de temps d'audit minimum ou maximum. En complément du nombre réel d'employés, l'annexe B (SME) ajoute un facteur lié à la complexité environnementale de l'entreprise et ne prévoit pas de temps d'audit minimum ou maximum.

L'Annexe C (SMSST) est basée sur le nombre effectif de personnel et le niveau de complexité du risque de SST associé au secteur d'activité de l'organisme et ne fournit pas de temps d'audit minimum ou maximum. Le tableau SST et SST 2 montre le lien entre les secteurs d'activité et les niveaux de complexité SST en fonction des risques SST.

Note : en pratique, l'étape 2 prend généralement plus de temps que l'étape 1.

3.2 En utilisant un coefficient adéquat, ces mêmes tableaux et figures peuvent être utilisés comme base de calcul pour les temps d'audit des audits de surveillance (clause 5) et de recertification (clause 6).

3.3 L'organisme de certification doit avoir des processus pour allouer le temps nécessaire à l'évaluation des processus concernés du client. L'expérience a montré qu'outre le nombre d'employés, le temps nécessaire pour mener un audit efficace dépend d'autres facteurs en SMQ, en SME et en SMSST. Ces éléments sont développés dans la clause 8.

3.4 Ce document d'exigences liste les dispositions qui devraient être prises en compte pour déterminer le temps nécessaire pour effectuer un audit. Ces facteurs ainsi que d'autres nécessitent d'être examinés lors de la revue de la demande par l'organisme de certification, après l'étape 1 et tout au long du cycle de certification et de renouvellement de certification ; quant à leur impact potentiel sur la détermination du temps d'audit, quel que soit le type d'audit. Ainsi, les tableaux, graphiques et diagrammes pour les SMQ, SME et SMSST qui montrent la relation entre le nombre réel d'employés et le niveau de complexité **ne peuvent être** utilisés indépendamment. Ces tableaux et figures donnent le cadre pour la planification des audits et en conséquence, nécessitent des ajustements pour la détermination de la durée d'audit, pour tout type d'audit.

3.5 Pour les audits SMQ, le graphique SMQ 1 est un guide visuel permettant les ajustements à partir de du temps d'audit calculé selon le tableau SMQ 1, et fournit un cadre pour la méthodologie qui devrait être appliquée pour la planification des audits en partant d'un point basé sur le nombre réel d'employés pour l'ensemble des équipes.

3.6 Il convient pour un audit SME de baser le temps d'audit sur le nombre réel d'employés de l'organisation et sur la nature, le nombre et la gravité des aspects environnementaux d'une organisation type de ce secteur d'activités. Les tableaux EMS1 et EMS 2 fournissent le cadre pour le processus qui devrait être utilisé pour la planification d'audit. Le temps d'audit de systèmes de management devrait ensuite être ajusté en fonction de tout facteur significatif qui s'applique spécifiquement à l'organisation à auditer.

Pour un audit SST, il convient de baser la durée de l'audit sur le nombre effectif de personnel de l'organisme et la nature, le nombre et la gravité des risques SST de l'organisation typique dans ce secteur industriel. Les tableaux SMSST 1 et SMSST 2 fournissent un cadre pour le processus qui devrait être utilisé pour la planification. La durée de l'audit des systèmes de management doit ensuite être ajustée en fonction de tout facteur significatif qui s'applique uniquement à l'organisation à auditer.

3.7 Le point de départ pour déterminer le temps d'audit de systèmes de management doit reposer sur le nombre réel d'employés, puis être ajusté en fonction des facteurs significatifs s'appliquant au client à auditer et en attribuant à chaque facteur une pondération « additive » ou « soustractive » pour modifier le chiffre de base. Pour toute situation, l'établissement du temps d'audit de systèmes de management y compris les ajustements effectués, doivent être consignés. L'organisme de certification devrait veiller à ce que la variation du temps d'audit n'affecte pas l'efficacité de celui-ci.

Pour SMQ et SME, quand la réalisation d'un produit ou service se fait sur la base d'un travail en équipes, la portée de l'audit réalisé par l'organisme de certification dépend des processus de chaque équipe et du niveau de contrôle de chaque équipe tel que le client peut le démontrer. Pour un audit optimal de l'efficacité du système de management en place, au moins l'une des équipes doit être auditée. Les justifications pour ne pas auditer les autres équipes (par ex. horaires décalés) doivent être justifiées et documentées.

Pour les SMSST, où les processus de réalisation de produits ou de services fonctionnent sur une base de quart de travail, l'étendue de l'audit de chaque quart de travail par l'OEC dépend des processus effectués à chaque quart de travail, en tenant compte des risques SST associés, et du niveau de contrôle de chaque quart de travail. cela est démontré par le client. Pour auditer une mise en œuvre efficace, au moins un des quarts de travail à l'intérieur et un en dehors des heures normales de bureau doivent être audités au cours du premier cycle de certification. Lors des audits de surveillance des cycles suivants, l'OC peut décider de ne pas auditer le deuxième quart de travail en fonction de la maturité reconnue du SMSST de l'organisme. Des ajustements pour retarder l'heure de début de l'audit sont recommandés chaque fois que possible, afin de couvrir les deux quarts de travail au cours de la journée d'audit. La justification de ne pas auditer les autres équipes doit être documentée en tenant compte du risque de ne pas le faire.

3.8 Le temps d'audit de systèmes de management déterminé en utilisant les tableaux et graphiques en annexes A, B et C ne doivent pas inclure le temps d'auditeurs juniors, d'observateurs ou d'experts techniques.

3.9 La réduction du temps d'audit ne doit pas dépasser 30% des durées indiquées dans les tableaux SMQ 1, SME 1 ou SMSST 1.

Note : La clause 3.9 peut ne pas s'appliquer aux situations décrites dans l'IAF MD1 pour les sites individuels d'une organisation multi-sites. Dans ce cas, un nombre limité de processus sont présents sur de tels sites et la mise en œuvre de l'ensemble des exigences correspondantes aux normes de systèmes de management peut être vérifiée.

4 AUDITS INITIAUX DE CERTIFICATION DES SYSTÈMES DE MANAGEMENT (ETAPE 1 + ETAPE 2)

4.1 La détermination du temps d'audit consacré aux activités associées hors site (clause 2.1) ne devrait pas réduire la durée totale de l'audit de systèmes de management **sur site** à moins de 80% du temps d'audit calculée à partir des tableaux selon la méthodologie du chapitre 3. Si plus de temps est nécessaire pour la planification et/ou la rédaction des rapports, ceci ne peut pas justifier la réduction de la durée de l'audit de systèmes de management sur site.

4.2 Les tableaux SMQ 1, le tableau SME 1 et le tableau SMSST 1 fournissent un point de départ pour calculer le temps d'audit d'un audit initial (étape 1 + étape 2) pour les audits SMQ, SME et SMSST respectivement.

4.3 Les temps d'audit déterminés par l'organisme de certification ainsi que les justifications associées doivent être enregistrées. Ce calcul doit inclure des détails sur le temps à allouer pour couvrir l'ensemble du périmètre de la certification

4.4 L'OEC doit fournir la détermination du temps d'audit et les justificatifs au client. Ceux-ci font partie intégrante du contrat et doivent être tenus à disposition de l'organisme d'accréditation.

4.5 Les audits de certification peuvent inclure les techniques d'audit à distance comme une collaboration Internet interactive, des réunions en ligne, téléconférences et/ou vérification électronique des processus de l'organisation du client (voir IAF MD4). Ces activités doivent être identifiées dans le plan d'audit et le temps qui leur est consacré peut être considéré comme une partie de la durée totale d'audit sur site de systèmes de management.

Pour les SMSST, ces activités se limiteront à l'examen des documents / enregistrements et à l'interview du personnel et des travailleurs. En outre, pour les SMSST, le contrôle des processus et le contrôle des risques en matière de SST ne peuvent pas être audités à l'aide de techniques d'audit à distance.

5 SURVEILLANCE

Pour le cycle d'audit initial de certification de trois ans, le temps d'audit pour les audits de surveillance pour une organisation donnée devrait être proportionnel au temps d'audit consacré à l'audit initial (étape 1 + étape 2), la durée totale du temps passé par an sur la surveillance étant environ égale au 1/3 du temps d'audit passé sur l'audit initial. Dans le cadre de chaque audit de surveillance, l'OEC devra recevoir une mise à jour des données du système de management du client. Le temps d'audit prévu pour un audit de surveillance doit être revu au moins à chaque audit de surveillance et au renouvellement de la certification, afin de tenir compte des changements au sein de l'organisation, de la maturité du système, etc. Les preuves de cette revue comprenant les ajustements du temps d'audit de systèmes de management doivent être consignées.

Note : il est peu probable que la durée d'un audit de surveillance soit inférieure à une (1) journée d'audit.

6 RENOUELEMENT DE LA CERTIFICATION

Le temps d'audit pour un audit de renouvellement devrait être calculé sur les bases des informations du client mises à jour et est en général égale à 2/3 du temps qui serait nécessaire à l'audit initial (étape 1 + étape 2) de cette organisation s'il était réalisé au moment où cette dernière doit faire l'objet d'un audit de renouvellement (et non les 2/3 du temps d'audit d'origine consacré à l'audit initial). Le temps d'audit de systèmes de management doit prendre en compte le résultat du rapport de performance du système (ISO/IEC 17021-1). La revue de la performance du système ne constitue pas en lui-même un élément du temps d'audit pour les audits de renouvellement.

Note : il est peu probable que la durée d'un audit de renouvellement de certification soit inférieure à une (1) journée d'audit.

7 SECOND CYCLE DE SURVEILLANCE ET CYCLES SUIVANTS

Pour le second cycle de certification et les cycles suivants, l'organisme de certification peut choisir de développer un programme individuel de surveillance et de réévaluation (voir IAF MD3 Document d'exigences IAF des procédures avancées de surveillance et de renouvellement - ASPR), avec l'approbation de l'organisme d'accréditation. Si une approche ASRP n'est pas choisie, le temps d'audit de systèmes de management devrait être calculé comme indiqué dans les clauses 5 et 6.

Pour SMSST, ces exigences ne sont pas applicables.

8 FACTEURS D'AJUSTEMENT DU TEMPS D'AUDIT DE SYSTEMES DE MANAGEMENT (SMQ, SME et SMSST)

Les facteurs suivants doivent être pris en compte, mais ne sont pas limités à :

- i) Augmentation du temps de tout audit de systèmes de management :
 - a) Une logistique compliquée concernant plus d'un bâtiment ou site comme lieu de réalisation des travaux, par exemple, si un centre de conception séparé doit être audité ;
 - b) Un personnel parlant plus d'une langue (exigeant la présence d'un ou de plusieurs interprètes ou empêchant les auditeurs de travailler de manière indépendante) ;
 - c) Un site très grand par rapport au nombre d'employés (par exemple, une forêt) ;
 - d) Un secteur très réglementé (industrie alimentaire et médicale, aérospatiale, énergie nucléaire, etc.) ;
 - e) Un système couvrant des processus hautement complexes ou un nombre relativement important d'activités uniques ;
 - f) Des activités qui impliquent de visiter les sites temporaires afin de valider les activités du (des) site(s) permanent(s) dont le système de management fait l'objet de la certification ;

-
-
- ii) Augmentation du temps d'audit de systèmes de management, pour SMQ uniquement :
 - a) Activités considérées à haut risque (voir Annexe A, Tableau SMQ 2).
 - b) Fonctions ou processus externalisés.
 - iii) Augmentation du temps d'audit de systèmes de management, pour SME uniquement :
 - a) Une plus forte sensibilité de l'environnement comparé à un site classique du secteur industriel ;
 - b) Le point de vue des parties intéressées ;
 - c) Des aspects indirects nécessitant une augmentation de la durée de l'audit ;
 - d) Des aspects environnementaux supplémentaires ou inhabituels ou des conditions réglementaires pour le secteur ;
 - e) Risques d'accidents environnementaux et difficultés résultant ou susceptibles de survenir à la suite d'incidents, d'accidents, de situations d'urgence et de problèmes environnementaux préexistants auxquels l'organisation a contribué.
 - f) Fonctions ou processus externalisés.
 - iv) Augmentation du temps d'audit des systèmes de management pour les SMSST uniquement :
 - a) Point de vue des parties intéressées,
 - b) Taux d'accidents et de maladies professionnelles supérieur à la moyenne du secteur des entreprises,
 - c) Si des membres du public sont présents sur le site de l'organisation (par exemple hôpitaux, écoles, aéroports, ports, gares, transports publics),
 - d) L'organisation fait face à des procédures judiciaires liées à la SST (en fonction de la gravité et de l'impact du risque encouru),
 - e) La forte présence temporaire de nombreuses entreprises de (sous) sous-traitants et de leurs employés entraînant une augmentation de la complexité ou des risques pour la SST (par exemple, les fermetures périodiques ou le redressement de raffineries, d'usines chimiques, d'usines de fabrication d'acier et d'autres grands complexes industriels),
 - f) Lorsque des substances dangereuses sont présentes en quantités exposant l'installation au risque d'accidents industriels majeurs, conformément à la réglementation nationale applicable et / ou à la documentation d'évaluation des risques,
 - g) Sites inclus dans le périmètre dans d'autres pays que le pays d'origine du site (si la législation et la langue ne sont pas bien connues).
-
-

v) Réduction du temps d'audit de systèmes de management :

- a) Une organisation qui n'est pas responsable de la conception ou d'autres éléments de la norme non couverts par le domaine de certification (SMQ seulement) ;
- b) Un site de très petite taille par rapport au nombre d'employés (par exemple un site de bureaux uniquement) ;
- c) La maturité du système de management ;
- d) Une connaissance préalable du système de management du client (par exemple, organisation déjà certifiée selon une autre norme par le même organisme de certification). Pour les SMSST, cela signifie déjà certifié dans un autre programme volontaire de SMSST.
- e) L'état de préparation du client en vue de la certification (par exemple, déjà certifié ou reconnu par un autre schéma tierce partie). Pour les SMSST, cela signifie déjà soumis à des audits périodiques par l'Autorité nationale pour un système gouvernemental obligatoire de SMSST.

Note : si l'audit est mené conformément à l'IAF MD 11, ce motif n'est pas recevable, car la réduction est calculée à partir du niveau d'intégration.

- f) Niveau d'automatisation élevé (non applicable pour les SMSST).
- g) Lorsque le personnel compte un certain nombre de personnes travaillant « hors site » (par ex. : représentants commerciaux, chauffeurs, personnel de service, etc.) et qu'il est possible d'auditer correctement la conformité de leurs activités au système par un examen de dossiers (non applicable pour les SMSST).

Activités considérées à faible risque (non applicable pour les SMSST) : Pour SMQ, voir Annexe A, Tableau SMQ 2 pour des exemples et pour SME, voir Annexe B, Tableau SME 1). Toutes les caractéristiques du système, des processus et produits/services du client devraient être considérées et un ajustement pertinent devrait être réalisé en fonction des facteurs qui pourraient justifier une baisse ou une augmentation du temps d'audit en vue d'obtenir un audit efficace. Des facteurs d'augmentation peuvent être compensés par des facteurs de réduction.

Toute décision prise en rapport avec les exigences de la présente clause doit être justifiée et consignée.

Note 1 : tout facteur soustractif ne peut être utilisé qu'une seule fois pour chaque calcul et chaque client.

Note 2 : Des facteurs supplémentaires sont listés dans le document IAF MD11 pour le calcul du temps d'audit de systèmes de management intégré.

9 SITES TEMPORAIRES

9.1 Si l'organisation candidate ou certifiée fournit des produits ou services sur des sites temporaires, les sites doivent être intégrés dans les programmes d'audits.

9.2 Les sites temporaires peuvent être des sites principaux de management de projet comme des petits sites de service / installation. Le besoin de visiter ces sites et la taille de l'échantillonnage devrait être basé sur l'évaluation des risques d'un défaut du SMQ à contrôler les sorties (produits ou services) ou du SME à contrôler les aspects et impacts environnementaux ou du SMSST pour maîtriser les risques SST associés aux activités du client.

Pour SMQ et SME, l'échantillonnage devrait être représentatif de la portée de la certification du client, de la diversité des besoins en compétence de l'organisation et de la variété des services, compte tenu de la taille et du type d'activités, ainsi que des différentes étapes des projets en cours et des aspects et impacts environnementaux associés.

Pour les SMSST, les sites inclus dans l'échantillonnage doivent représenter le périmètre de certification du client, les tailles et types d'activités et de processus, le type de dangers impliqués et les risques SST associés et les étapes des projets en cours.

9.3 Des visites spécifiques des sites temporaires devraient être réalisées. Toutefois, les méthodes suivantes pourraient être utilisées comme alternative à ces audits sur site :

- i) Interviews ou réunions d'avancement avec le client ou son fournisseur (de visu ou via téléconférence).
- ii) Revue documentaire des activités du site temporaire.
- iii) Accès à distance à des sites électroniques qui contiennent des données ou d'autres informations pertinentes pour l'évaluation du système de management et du(des) site(s) temporaires.
- iv) Utilisation de la vidéo et de la téléconférence et d'autres technologies qui permettent de conduire à distance un audit efficace.

Pour les SMSST, les méthodes ci-dessus pourraient être considérées comme des alternatives pour remplacer uniquement les parties des audits sur site non liées à l'observation du contrôle de processus et d'autres contrôles des risques SST.

9.4 Pour chaque cas, la méthode d'audit devrait être entièrement documentée et justifiée en termes d'efficacité.

10 TEMPS D'AUDIT D'UN SYSTÈME DE MANAGEMENT MULTI-SITES

10.1 En cas de système de management impliquant plusieurs sites, il convient de déterminer si un échantillonnage est ou non permis.

Pour les SMSST, la décision de savoir si l'échantillonnage sur site est autorisé ou non, doit être basée sur l'évaluation du niveau de risques SST associé aux activités et processus réalisés dans chaque site inclus dans le périmètre de certification. Les enregistrements de ces évaluations et la justification des décisions prises doivent être mis à la disposition de l'organisme d'accréditation.

10.2 Les exigences relatives à la certification des systèmes de gestion multi-sites sont couvertes par l'IAF MD 1 "Document d'exigences IAF pour l'audit et la certification d'un système de management

mis en œuvre par un organisme multisite”

11 CONTRÔLE DES FONCTIONS OU PROCESSUS EFFECTUÉS EN EXTERNE (SOUS-TRAITÉS)

11.1 Lorsqu'une organisation sous-traite une partie de ses fonctions ou processus, il est de la responsabilité de l'OEC d'obtenir la preuve que ladite organisation a effectivement déterminé le type et l'ampleur des contrôles à mettre en œuvre pour s'assurer que les fonctions ou processus externalisés n'ont pas d'impact négatif sur l'efficacité des SM, y compris sur la capacité de l'organisation à fournir des produits et services conformes à ses clients ou à contrôler ses aspects environnementaux ou à contrôler ses risques SST et ses engagements à se conformer aux exigences réglementaires.

11.2 Pour SMQ et SME, l'organisme de certification auditera et évaluera l'efficacité du système de management du client eu égard à la gestion des activités externalisées, ainsi que les éventuels problèmes rencontrés en termes de réalisation des objectifs, de service à la clientèle et de conformité. Cette évaluation peut nécessiter la collecte d'informations sur le niveau d'efficacité auprès des fournisseurs. Néanmoins, aucun audit du système de management du fournisseur n'est exigé, étant donné qu'il est inclus dans la portée du système de management de l'organisation. Seul le contrôle qu'effectue l'organisation des activités externalisées sera évalué, et non les performances des activités elles-mêmes. En fonction des risques évalués, du temps additionnel d'audit devra être déterminé.

11.3 Pour les SMSST, l'OEC auditera et évaluera l'efficacité de la SST de l'organisme dans la gestion de toute activité fournie et le risque que cela représente pour la performance de la SST de ses propres activités et processus et les exigences de conformité.

a) Cela peut inclure la collecte de commentaires sur le niveau d'efficacité des fournisseurs, sur la base :

- sur les critères appliqués par l'organisme pour l'évaluation, la sélection, le suivi des performances et la réévaluation de ces prestataires externes en fonction de leur capacité à fournir des fonctions ou des processus conformément aux exigences spécifiées, conformément aux exigences légales ; et
- sur le risque que les prestataires externes puissent nuire à la capacité de l'organisation à contrôler ses propres risques SST.

b) Bien que le système de management du fournisseur ne doive pas être audité, l'OEC doit auditer les contrôles que l'organisation a mis en œuvre pour les processus ou fonctions inclus dans le champ d'application du SMSST de l'organisation, qui ont été externalisés à des fournisseurs externes pour un audit efficace.

Le personnel de l'entrepreneur qui opère dans les locaux de l'organisme, sur des processus inclus dans le champ d'application de la SST et du SGS de l'organisation, sera interrogé pour évaluer sa sensibilisation à la SST.

c) L'OEC devrait être en mesure de l'établir lors de la préparation du programme de certification et de le vérifier plus avant lors de l'audit initial et avant chaque audit de surveillance et de recertification.

Annexe A – Systèmes de Management de la Qualité

Tableau SMQ 1 – Système de Management de la qualité

Relation entre nombre réel d'employés et temps d'audit

(Audit initial uniquement – Etape 1 + Etape 2)

| Nombre réel d'employés | Temps d'audit Etape 1 + Etape 2 (jours) | Nombre réel d'employés | Temps d'audit Etape 1 + Etape 2 (jours) |
|------------------------|---|------------------------|--|
| 1-5 | 1.5 | 626-875 | 12 |
| 6-10 | 2 | 876-1175 | 13 |
| 11-15 | 2.5 | 1176-1550 | 14 |
| 16-25 | 3 | 1551-2025 | 15 |
| 26-45 | 4 | 2026-2675 | 16 |
| 46-65 | 5 | 2676-3450 | 17 |
| 66-85 | 6 | 3451-4350 | 18 |
| 86-125 | 7 | 4351-5450 | 19 |
| 126-175 | 8 | 5451-6800 | 20 |
| 176-275 | 9 | 6801-8500 | 21 |
| 276-425 | 10 | 8501-10700 | 22 |
| 426-625 | 11 | >10700 | Suivre la progression indiquée ci dessus |

Note 1 : Le nombre d'employés indiqué au tableau SMQ 1 devrait être considéré comme une suite continue au lieu d'une progression par palier. C'est-à-dire que sous forme graphique, la courbe commencerait avec les valeurs les plus basses de l'intervalle pour finir avec les extrémités de chaque intervalle. La valeur de départ du graphique serait donc : 1,5 jour pour 1 employé. Voir la clause 2.2 concernant les journées d'audit correspondant à des nombres décimaux.

Note 2 : La procédure de l'organisme de certification peut prévoir la durée de l'audit pour un nombre d'employés supérieur à 10700. Cette durée de l'audit devrait suivre de manière logique la progression indiquée au tableau SMQ 1.

Note 3 : Voir également les points 1.9 et 2.3.

Graphique SMQ 1 - Relation entre complexité et temps d’audit

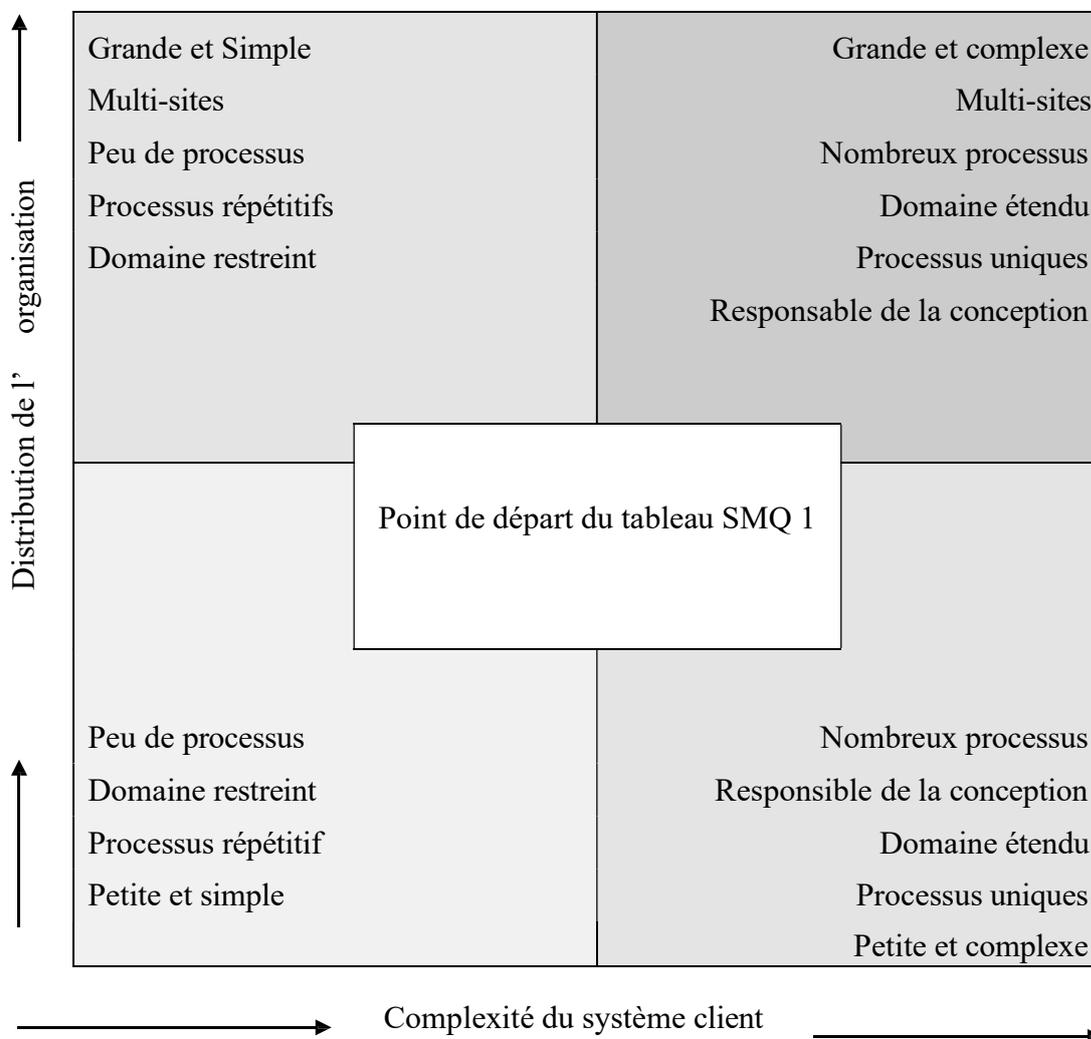


Tableau SMQ 2 – Exemples de niveaux de risques

Les niveaux de risques ci-après ne sont pas exhaustifs. Il s'agit seulement d'exemples sur lesquels les organismes de certification peuvent s'appuyer pour déterminer le niveau de risque d'un audit.

Risque élevé

Lorsque la non-conformité du produit ou du service représente une catastrophe économique ou met en danger des vies humaines. Exemples de secteurs (liste non exhaustive) :

Alimentaire, pharmaceutique, aérospatial, construction navale, structures et éléments porteurs, activités de construction complexes, matériel électrique et au gaz, services médicaux et de soins de santé, pêche, combustibles nucléaires, chimique, fibres et produits chimiques.

Risque moyen

Lorsque la non-conformité du produit ou du service est susceptible de causer des blessures ou maladies. Exemples de secteurs (liste non exhaustive) :

Structures et éléments non porteurs, activités de construction simples, produits fabriqués et métaux de base, produits non métalliques, mobilier, matériel optique, services personnels et de loisirs.

Risque faible

Lorsque la non-conformité du produit ou du service n'est pas susceptible de causer des blessures ou maladies. Exemples de secteurs (liste non exhaustive) :

Textiles et prêt-à-porter, pâte à papier, papier et produits en papier, publication, services administratifs, enseignement, vente au détail, hôtellerie, restauration.

Note 1 : le temps d'audit des activités considérées à risque faible peut être inférieur à celui calculé à l'aide du tableau SMQ 1. Le temps d'audit des activités considérées à risque moyen devrait correspondre à celui calculé à l'aide du tableau SMQ 1 et le temps d'audit des activités à haut risque est généralement supérieur.

Note 2 : lorsqu'une entreprise propose des activités de diverse nature (par ex. : entreprise construisant des ouvrages simples [risque moyen] et des ponts [risque élevé]), il revient à l'OEC de déterminer le temps d'audit adéquate, en se basant sur le nombre réel d'employés impliqués dans chacune des activités.

Annexe B – Systèmes de Management Environnemental

**Tableau SME 1 - Relation entre nombre réel d'employés, complexité et temps d'audit
(Audit initial seulement – Etape 1 + Etape 2)**

| Nombre réel d'employés | Temps d'audit Etape 1 + Etape 2 (jours) | | | | Nombre réel d'employés | Temps d'audit Etape 1 + Etape 2 (jours) | | | |
|------------------------|---|-----|-----|-----|------------------------|--|-----|-----|-----|
| | Elev | Moy | Fai | Lim | | Elev | Moy | Fai | Lim |
| 1-5 | 3 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 626-875 | 17 | 13 | 10 | 6.5 |
| 6-10 | 3.5 | 3 | 3 | 3 | 876-1175 | 19 | 15 | 11 | 7 |
| 11-15 | 4.5 | 3.5 | 3 | 3 | 1176-1550 | 20 | 16 | 12 | 7.5 |
| 16-25 | 5.5 | 4.5 | 3.5 | 3 | 1551-2025 | 21 | 17 | 12 | 8 |
| 26-45 | 7 | 5.5 | 4 | 3 | 2026-2675 | 23 | 18 | 13 | 8.5 |
| 46-65 | 8 | 6 | 4.5 | 3.5 | 2676-3450 | 25 | 19 | 14 | 9 |
| 66-85 | 9 | 7 | 5 | 3.5 | 3451-4350 | 27 | 20 | 15 | 10 |
| 86-125 | 11 | 8 | 5.5 | 4 | 4351-5450 | 28 | 21 | 16 | 11 |
| 126-175 | 12 | 9 | 6 | 4.5 | 5451-6800 | 30 | 23 | 17 | 12 |
| 176-275 | 13 | 10 | 7 | 5 | 6801-8500 | 32 | 25 | 19 | 13 |
| 276-425 | 15 | 11 | 8 | 5.5 | 8501-10700 | 34 | 27 | 20 | 14 |
| 426-625 | 16 | 12 | 9 | 6 | >10700 | Suivre la progression indiquée ci dessus | | | |

Note 1 : Le temps de l'audit est indiqué pour les audits de complexité élevée, moyenne, faible ou limitée.

Note 2 : Le nombre d'employés indiqué au tableau SME1 devrait être considéré comme une suite continue au lieu d'une progression par palier. C'est-à-dire que sous forme graphique, la courbe commencerait avec les valeurs les plus basses de l'intervalle pour finir avec les extrémités de chaque intervalle. La valeur de départ du graphique serait donc : 1,5 jour pour 1 employé. Voir la clause 2.2 concernant les journées d'audit correspondant à des nombres décimaux.

Note 3 : La procédure de l'organisme de certification peut prévoir la durée de l'audit pour un nombre d'employés supérieur à 10700. Cette durée de l'audit devrait suivre de manière logique la progression indiquée au tableau SME 1.

Tableau SME 2 - Exemple de lien entre les secteurs d'activités et les niveaux de complexité des aspects environnementaux

| Niveau de complexité | Secteur d'activité |
|----------------------|--|
| <i>Élevé</i> | Industries extractives Extraction de pétrole et de gaz Tannage de textiles et vêtements Etape de la réduction en pâte dans la fabrication du papier y compris le recyclage du papier Raffinage de pétrole Produits chimiques et pharmaceutiques Productions primaires - métaux Traitement d'objets non métalliques et revêtements de produits céramique et ciment Production d'électricité à base de charbon Construction civile et démolition Traitements de déchets dangereux et non dangereux par exemple, l'incinération Traitement des effluents et eaux usées |
| <i>Moyen</i> | Pêche/agriculture/foresterie Textiles et vêtements excepté le tannage Fabrication de cartons, traitements / imprégnation du bois et produits en bois Fabrication de papier et impression à l'exclusion de la réduction en pâte Traitements d'objets non métalliques et revêtements de produits verre, argile, chaux etc. Traitement de surface et autre traitement chimique pour des objets métalliques à l'exclusion de la production primaire Traitement de surface et autre traitement chimique pour le génie mécanique général Production de cartes à circuits imprimés sans composants pour l'industrie électrique Fabrication d'équipements de transports – routiers, ferroviaires, aériens et maritimes Production d'électricité non générée à partir de charbon, et distribution Production de gaz, stockage et distribution (note : l'extraction présente une complexité de niveau élevé) Captage d'eau, purification et distribution y compris aménagement des cours d'eau (note : le traitement des effluents commerciaux présentant une complexité de niveau élevé) Vente en gros et au détail de combustible fossile Aliments et tabac - traitement Transport et distribution – par voie maritime, aérienne et terrestre. |

| Niveau de complexité | Secteur d'activité |
|-------------------------|---|
| | Agence immobilière, gestion du patrimoine immobilier, nettoyage industriel, nettoyage en milieu hospitalier, nettoyage à sec faisant normalement partie des services commerciaux d'ordre général Recyclage, compostage, décharge (de déchets non dangereux) Essais techniques et laboratoires Soins / hôpitaux / services vétérinaires restaurants loisirs et services personnels à l'exclusion des hôtels/restaurants |
| Faible | Hôtels/restaurants Bois et produits en bois à l'exclusion de la fabrication de cartons, du traitement /imprégnation du bois Produits papetiers excepté l'impression, la réduction en pâte et la fabrication du papier Moulage par injection de caoutchouc et de plastique, formage et assemblage – excepté la fabrication de matières premières (plastique et caoutchouc) qui ne font pas partie des produits chimiques Formage à froid et à chaud et fabrication de métaux à l'exclusion du traitement de surface, de tout autre traitement chimique et de la production primaire Assemblage génie mécanique général à l'exclusion du traitement de surface et de tout autre traitement chimique Vente en gros et au détail Assemblage équipements électriques et électroniques à l'exclusion de la fabrication de cartes à circuits imprimés sans composants |
| Limité | Activités et gestion d'entreprises, siège social et gestion de sociétés de portefeuille Transport et distribution – services de gestion avec aucune flotte réelle à gérer Télécommunications Services commerciaux d'ordre général à l'exclusion des agences immobilières (locaux commerciaux), de la gestion du patrimoine immobilier, du nettoyage industriel, du nettoyage en milieu hospitalier, et du nettoyage à sec Services éducatifs |
| CAS PARTICULIERS | Energie nucléaire Production d'électricité nucléaire Stockage de grandes quantités de matériaux dangereux Administration publique Autorités locales Organisations présentant des produits ou services sensibles à l'environnement |

Niveaux de complexité des aspects environnementaux

Les présentes directives reposent sur cinq niveaux de complexité primaires concernant la nature et la gravité des aspects environnementaux d'une organisation qui influencent fortement la durée d'audit. Ces niveaux sont :

Élevé – aspects environnementaux de nature et de gravité importantes (en général, des organisations de production ou de traitement dont plusieurs aspects environnementaux présentant un impact important) ;

Moyen – aspects environnementaux de nature et de gravité moyennes (en général, des organisations de production dont certains aspects environnementaux présentent un impact important) ;

Faible – aspects environnementaux de nature et de gravité peu importantes (en général, des organisations dont l'activité principale est le montage et présentant peu d'aspects importants) ;

Limité – aspects environnementaux de nature et de gravité limitées (en général, des organisations présentant des activités de bureau) ;

Particulier – ce niveau exige une attention supplémentaire et spécifique au moment de la phase de planification de l'audit.

Le tableau SME 1 couvre les quatre premiers niveaux de complexité : élevé, moyen, faible et limité. Le tableau SME 2 établit le lien entre les cinq niveaux de complexité susmentionnés et les secteurs industriels qui entreraient normalement dans chaque niveau.

L'organisme de certification devrait reconnaître que les organisations d'un secteur spécifique ne vont pas toujours se retrouver dans le même niveau de complexité. L'organisme de certification devrait prévoir une certaine flexibilité au niveau de sa revue de la demande afin d'assurer que les activités spécifiques de l'organisation sont prises en compte dans la détermination du niveau de complexité. Par exemple, même si beaucoup d'entreprises du secteur chimique doivent en théorie, être considérées comme de "haute complexité", une entreprise chimique qui a une activité de mélange n'ayant pas de réactions ou d'émissions chimiques, et/ou d'opérations commerciales, peut alors être classée comme de niveau "moyen" ou "bas". L'organisme de certification doit alors documenter tous les cas concernés par une réduction du niveau de complexité d'une entreprise appartenant à un secteur spécifique.

Le tableau SME 1 ne couvre pas les cas particuliers et les temps d'audit de systèmes de management doivent être mis au point et justifiés au cas par cas.

Annexe C: Systèmes de management de la santé et de la sécurité au travail**Tableau SMSST 1 : Relation entre nombre réel d'employés, complexité et temps d'audit****(Audit initial seulement – Etape 1 + Etape 2)**

| Nombre réel d'employés | Temps d'audit Etape 1 + Etape 2 (jours) | | | Nombre réel d'employés | Temps d'audit Etape 1 + Etape 2 (jours) | | |
|------------------------|---|-----|--------|------------------------|---|-----|--------|
| | Élevé | Moy | Faible | | Élevé | Moy | Faible |
| 1 à 5 | 3 | 2,5 | 2,5 | 626 à 875 | 17 | 13 | 10 |
| 6 à 10 | 3,5 | 3 | 3 | 876 à 1 175 | 19 | 15 | 11 |
| 11 à 15 | 4,5 | 3,5 | 3 | 1 176 à 1 550 | 20 | 16 | 12 |
| 16 à 25 | 5,5 | 4,5 | 3,5 | 1 551 à 2 025 | 21 | 17 | 12 |
| 26 à 45 | 7 | 5,5 | 4 | 2 026 à 2 675 | 23 | 18 | 13 |
| 46 à 65 | 8 | 6 | 4,5 | 2 676 à 3 450 | 25 | 19 | 14 |
| 66 à 85 | 9 | 7 | 5 | 3 451 à 4 350 | 27 | 20 | 15 |
| 86 à 125 | 11 | 8 | 5,5 | 4 351 à 5 450 | 28 | 21 | 16 |
| 126 à 175 | 12 | 9 | 6 | 5 451 à 6 800 | 30 | 23 | 17 |
| 176 à 275 | 13 | 10 | 7 | 6 801 à 8 500 | 32 | 25 | 19 |
| 276 à 425 | 15 | 11 | 8 | 8 501 à 10 700 | 34 | 27 | 20 |
| 426 à 625 | 16 | 12 | 9 | >10 700 | Conformément à la progression ci-dessus | | |

Note 1 : la durée de l'audit est indiquée pour les audits à risques SST élevés, moyens et faibles.

Note 2 : le nombre d'employés dans le tableau SMSST 1 doit être considéré comme formant un continuum plutôt qu'une série de seuils. Si le tableau était représenté sous la forme d'un graphique, la ligne devrait commencer avec les valeurs les plus faibles. Le point de départ du graphique serait un nombre réel d'employés de 1 nécessitant 2,5 jours d'audit. Voir la clause 2.2 pour traiter des parties de la journée.

Note 3 : voir aussi les clauses 1.9 et 2.3.

Tableau SMSST 2 : exemples de liens entre les secteurs d'activité et les niveaux de complexité des risques SST

| Niveaux de complexité des risques SST | Secteur d'activité |
|---------------------------------------|---|
| Élevé | <ul style="list-style-type: none"> • pêche (en haute mer, dragage côtier et plongée) • industries minières et extractives • cokéfaction et fabrication de produits pétroliers raffinés • extraction de pétrole et de gaz • tannage de textiles et de vêtements • défibrage du papier, y compris recyclage • raffinage du pétrole • produits chimiques (y compris les pesticides, les piles et les batteries) et pharmaceutiques • fabrication de fibre de verre • production, stockage et distribution de gaz • production et distribution d'électricité • énergie nucléaire • stockage de grandes quantités de matières dangereuses • transformation de produits minéraux non métalliques comme la céramique, le béton, le ciment, la chaux, le plâtre, etc. • production de métaux primaires • formage à chaud et à froid et fabrication de produits métalliques • fabrication et assemblage de structures métalliques • chantiers navals (peut être de niveau moyen en fonction des activités réalisées) • industrie aérospatiale • industrie automobile • fabrication d'armes et d'explosifs • recyclage de déchets dangereux • traitement des déchets dangereux et non dangereux, par ex. incinération etc. • traitement des effluents et des eaux usées • construction et démolition industrielles et civiles (y compris les travaux d'achèvement des bâtiments : activités d'installation électrique, hydraulique et de climatisation) • abattoirs • transport et distribution de marchandises dangereuses (par voie terrestre, aérienne et maritime) • activités de défense/gestion de crise • soins de santé/hôpitaux/médecine vétérinaire/aide sociale |
| | <ul style="list-style-type: none"> • aquaculture (la reproduction, l'élevage et la récolte de plantes et d'animaux dans tous types d'environnements aquatiques) |

| Niveaux de complexité des risques SST | Secteur d'activité |
|---------------------------------------|--|
| Moyen | <ul style="list-style-type: none"> • pêche (la pêche en haute mer est de niveau élevé) • agriculture/sylviculture (peut être de niveau élevé en fonction des activités réalisées) • transformation des produits alimentaires, des boissons et du tabac • textiles et habillement hors tannage • production de bois et d'articles en bois, y compris fabrication de panneaux et traitement/imprégnation du bois • production de papier et de produits en papier hors défibrage • transformation de produits minéraux non métalliques comme le verre, la céramique, l'argile, etc. • ingénierie mécanique générale et assemblage • fabrication de produits métalliques • traitement de surface et autres traitements chimiques de produits métalliques, hors production de métaux primaires, et pour l'ingénierie mécanique générale (peut être de niveau élevé en fonction du traitement et de la taille du composant) • production de circuits imprimés nus pour l'industrie de l'électronique • moulage par injection, usinage et assemblage de caoutchouc et de plastique • assemblage d'appareils électriques et électroniques • fabrication de matériel de transport et réparation de ce matériel pour le transport routier, ferroviaire et aérien (peut être de niveau élevé en fonction de la taille de l'équipement) • recyclage, compostage et enfouissement (de déchets non dangereux) • prélèvement, épuration et distribution d'eau, y compris gestion des cours d'eau (noter que le traitement des effluents commerciaux est classé dans le niveau élevé) • vente en gros et au détail de combustible fossile (peut être de niveau élevé en fonction du volume de combustible) • transport de passagers (par voie aérienne, terrestre ou maritime) • transport et distribution de marchandises non dangereuses (par voie terrestre, aérienne et maritime) • nettoyage industriel, hygiène, nettoyage à sec dans le cadre de services généraux aux entreprises • recherche et développement dans les sciences naturelles et techniques (peut être de niveau élevé en fonction du secteur d'activité) essais techniques et laboratoires d'analyse • hôtels, services de loisir et services personnels hors restaurants • services éducatifs (peut être de niveau élevé ou faible en fonction de l'objet des activités d'enseignement) |
| Faible | <ul style="list-style-type: none"> • activités et gestion des entreprises et des sièges sociaux et gestion des sociétés holding • vente en gros et au détail (peut être de niveau moyen ou élevé en fonction du produit, ex. le carburant) • services généraux aux entreprises hors nettoyage industriel, hygiène, nettoyage à sec et |

| Niveaux de complexité des risques SST | Secteur d'activité |
|---------------------------------------|--|
| | services éducatifs <ul style="list-style-type: none"> • services de gestion du transport et de la distribution sans flotte à gérer • services d'ingénierie (peut être de niveau moyen en fonction du type de services) • télécommunications et services postaux • restaurants et campings • immobilier commercial, gestion immobilière • recherche et développement dans les sciences sociales et humaines • administration publique, autorités locales • institutions financières, agences de publicité |

Niveaux de complexité des risques SST

Les dispositions présentées dans ce document sont basées sur trois niveaux principaux de complexité des risques en matière de santé et de sécurité au travail indiquant la portée, le nombre et la gravité de ces risques pour une entreprise, risques qui ont une influence fondamentale sur la durée de l'audit. Ces niveaux sont les suivants :

- **Élevé** : risques relatifs à la santé et à la sécurité au travail d'une portée et d'une gravité significatives (par exemple la construction, l'industrie lourde ou les entreprises de transformation) ;
- **Moyen** : risques relatifs à la santé et à la sécurité au travail d'une portée et d'une gravité moyennes (par exemple des entreprises de l'industrie légère avec quelques risques majeurs) ; et
- **Faible** : risques relatifs à la santé et la sécurité au travail d'une portée et d'une gravité faibles (par exemple les entreprises faisant du travail de bureau).

Le tableau SMSST 1 couvre les niveaux de complexité des risques en matière de santé et de sécurité au travail décrits ci-dessus.

Le tableau SMSST 2 montre le lien entre ces trois niveaux de complexité de risques SST ci-dessus et les secteurs d'activité qui rentrent généralement dans chacun de ces niveaux.

L'OEC doit cependant avoir conscience que toutes les entreprises d'un secteur particulier ne rentrent pas toujours dans le même niveau de complexité de risques en matière de santé et de sécurité au travail. Il doit prévoir de la flexibilité dans sa procédure d'examen des contrats afin de s'assurer que les activités spécifiques de l'entreprise sont prises en considération lors de la détermination du niveau de complexité des risques en matière de santé et de sécurité au travail.

Par exemple, même si de nombreuses entreprises de construction navale doivent être classées dans le niveau de complexité élevé, une entreprise qui ne construit que des petites embarcations en fibre de carbone dans le cadre d'activités peu complexes peut être classée dans le niveau de complexité moyen.

L'OEC doit documenter tous les cas où il décide de baisser le niveau de complexité des risques en matière de santé et de sécurité au travail d'une entreprise appartenant à un secteur d'activité spécifique.

Note : le niveau de complexité des risques en matière de santé et de sécurité au travail peut aussi être lié aux conséquences d'une défaillance du SMSST dans le contrôle des risques :

- Élevée : une défaillance dans le contrôle des risques peut mettre des vies en danger ou entraîner des blessures ou des maladies graves ;
- Moyenne : une défaillance dans le contrôle des risques peut entraîner des blessures ou des maladies ;
- Faible : une défaillance dans le contrôle des risques peut entraîner des blessures légères ou des maladies bénignes ;

Fin du document d'exigences IAF relatif à la détermination du temps des audits de SMQ,SME et SMSST.

Informations complémentaires

Pour de plus amples informations sur ce document ou sur tout autre document IAF, veuillez contacter l'un des membres IAF ou le secrétariat.

Pour obtenir les coordonnées des membres IAF, veuillez consulter le site Web IAF - <http://www.iaf.nu>

Secretariat -
IAF Corporate Secretary,
Telephone +1613 454-8159
email <secretary1@iaf.nu>